

## Le modèle néoclassique

L'enjeu du modèle macroéconomique néoclassique est de *démontrer* que l'économie tend naturellement vers le plein emploi. En matière de politique économique, il implique le non-interventionnisme.

Ce modèle est « classique » car il repose sur les trois piliers de l'analyse dite « classique » :

1 — Une représentation de l'économie en termes de marchés où les prix et les salaires réels sont les variables d'ajustement.

2 — L'hypothèse de neutralité de la monnaie. La monnaie n'a aucun rôle dans l'explication des grandeurs réelles de l'économie. Elle sert uniquement à fixer le niveau général des prix à travers la *théorie quantitative de la monnaie*.

3 — La priorité accordée à l'analyse de l'offre de biens, en négligeant les effets liés à la demande de ces biens sur l'activité économique globale.

Par ailleurs, ce modèle classique reçoit l'attribut de « néoclassique » pour une caractéristique supplémentaire :

4 — Les relations macroéconomiques se fondent sur les enseignements de la théorie de l'*équilibre général microéconomique*. Cette théorie s'est constituée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à partir de l'analyse des comportements d'optimisation des agents microéconomiques.

Le modèle macroéconomique *néoclassique* a été développé au XX<sup>e</sup> siècle. Remarquons qu'il ne correspond pas à une formalisation de la vision des auteurs que l'on appelle les « Classiques » du XVIII<sup>e</sup> et du XIX<sup>e</sup> siècle, tels que A. Smith ou D. Ricardo. Ces auteurs cherchaient surtout à comprendre les lois d'évolution de long terme des systèmes économiques nationaux. Ici, nous abordons une *approche macroéconomique d'équilibre général de courte période*.

Trois raisons justifient l'exposé de ce modèle :

- il représente le modèle que Keynes a pris comme cible pour justifier le sien;
- il sert souvent de référentiel implicite à beaucoup de raisonnements, notamment en matière de politique économique;
- il constitue le modèle de base sur lequel se greffent des développements récents.

À l'origine de l'économie néoclassique se trouve L. Walras avec sa présentation de l'équilibre général microéconomique. L'esprit du paradigme walrasien fonde également la « version » macroéconomique. Par conséquent, nous évoquerons en premier lieu ce paradigme. Nous présenterons ensuite les hypothèses du modèle. Puis, nous étudierons son fonctionnement. La conclusion nous permettra d'insister sur ses propriétés et ses limites.

Section première

**Les principes du paradigme walrasien**

Le modèle d'équilibre général walrasien fonde ce que l'on appelle la micro-économie néoclassique. Il décrit algébriquement une économie de marchés décentralisés et concurrentiels en déterminant le *système de prix relatifs* qui permet d'atteindre l'équilibre simultané sur tous les marchés. Walras a recherché les conditions de l'équilibre instantané, à partir d'une situation donnée.

Précisons les principales hypothèses à la base du modèle :

- H1 : l'approche est a-temporelle;
  - H2 : les agents agissent conformément à un programme d'optimisation. Les consommateurs maximisent leurs utilités sous la contrainte de revenu. Les producteurs maximisent leurs profits sous la contrainte de fonctions techniques de production;
  - H3 : les agents sont suffisamment nombreux pour que l'on soit dans un régime de concurrence parfaite sur chacun des marchés;
  - H4 : l'information sur les prix est parfaite et gratuite;
  - H5 : les mécanismes d'ajustement sont fondés sur la flexibilité des prix, totale et instantanée;
  - H6 : la monnaie ne joue aucun rôle dans l'explication des comportements. On est en présence d'une analyse *dichotomique* où la monnaie, si elle est introduite, ne sert qu'à expliquer le niveau général des prix, au moyen de la fameuse théorie *quantitative de la monnaie*.
- La résolution du modèle, grâce à la détermination du système de prix relatifs, permet d'aboutir à une situation d'*optimum de Pareto*. Cela signifie que tout changement par rapport à la situation d'équilibre général entraînerait plus de pertes que de gains, en termes de satisfaction des agents pris collectivement.
- Ces hypothèses sont *fortes*. Mais ce n'est pas un reproche que l'on peut adresser à une théorie. Leurs aspects « réalistes » importent peu, seule compte la capacité explicative du modèle face à la complexité du « réel ». Les principes du paradigme walrasien ont été repris au niveau macroéconomique.

Section 2

**Les hypothèses du modèle macroéconomique**

L'analyse de l'économie au niveau macroéconomique repose, elle aussi, sur une représentation en termes de marchés qui fonctionnent simultanément et qui s'équilibrent automatiquement grâce au système de prix.

Les marchés macroéconomiques sont des abstractions construites sur la base des hypothèses suivantes :

- H1 : tous les consommateurs ont des contraintes et des comportements d'optimisation identiques. Il en est de même pour les producteurs. On peut donc, par agrégation, obtenir l'agent « consommateurs » et l'agent « producteurs ». Leur grand nombre assure une situation de concurrence pure et parfaite;
- H2 : il existe un seul bien dans l'économie. Ce bien est *consommé, investi et épargné*. On évite ainsi les problèmes liés à l'agrégation de grandeurs hétérogènes;
- H3 : ce bien est produit grâce à la combinaison du facteur travail et du facteur capital. La fonction de production macroéconomique représente la même technologie que celle des producteurs individuels, puisqu'ils sont tous identiques. Comme nous sommes dans le court terme, on suppose que le volume du capital productif (K) est donné. Pour cela, on peut avancer deux justifications. Soit on considère que la variation de K ( $\Delta K$ ) est négligeable par rapport à K. Soit on admet que l'investissement (I) au cours de la période permet de maintenir K constant;
- H4 : le facteur travail (N) est variable. Il se fixe sur le marché du travail où la variable d'ajustement est le taux de salaire réel;
- H5 : la monnaie est émise par une entité « le gouvernement ». L'offre de monnaie est donc exogène;
- H6 : la monnaie est uniquement demandée pour assurer la circulation du bien produit. L'égalité entre l'offre et la demande de monnaie s'effectue à travers l'ajustement du niveau général des prix (P). On fixe ainsi le prix monétaire du bien produit;
- H7 : la quantité épargnée du bien produit est entièrement investie grâce à la flexibilité du taux d'intérêt réel. Ce sont des unités du bien unique de l'économie qui sont échangées sur le marché de l'épargne et de l'investissement. On peut cependant introduire la notion de *titres* sur ce marché. Pour cela, il suffit d'admettre qu'un « titre » représente exactement une unité de bien. Dans ce cas, les épargnants *offrent des titres*, les investisseurs *demandent des titres* représentatifs du bien unique. Le *rendement* du titre devient ici le taux d'intérêt réel.

Au total, cette économie se réduit à quatre marchés :

- 1 — le marché du travail qui fixe le niveau de l'emploi;
- 2 — le marché de la monnaie qui détermine le niveau général des prix;
- 3 — le marché de l'offre et de la demande globale de biens;
- 4 — le marché qui égalise l'épargne et l'investissement.

Nous verrons que dans ce modèle, le marché de la monnaie et celui des biens sont redondants, car ils fixent simultanément le prix d'équilibre.

### Section 3 Le fonctionnement du modèle

Munis des caractéristiques du modèle, nous pouvons entreprendre sa formalisation afin d'explicitier son fonctionnement.

#### I. Le marché du travail et la détermination de l'offre globale

La fonction de production de courte période associée à chaque niveau d'emploi  $N$  un volume d'offre globale du bien produit  $Y^s$  (s pour « supply »). Puisque  $K$  est constant, on peut l'omettre, et écrire la relation fonctionnelle entre  $N$  et  $Y^s$  :

$$(1) Y^s = Y^s(N)$$

On précise cette relation en admettant que l'offre globale augmente avec l'emploi (dérivée première positive) et que cette augmentation s'effectue à un rythme décroissant (dérivée seconde négative) soit :

$$(1a) \frac{\delta Y^s}{\delta N} > 0 \text{ et } (1b) \frac{\delta^2 Y^s}{\delta N^2} < 0$$

Rappelons que la dérivée première mesure la *productivité marginale du travail*. Elle représente l'accroissement de la production totale consécutive à l'embauche d'un salarié supplémentaire.

Les entrepreneurs maximisent leurs profits en proposant, pour chaque niveau d'emploi  $N$ , un *taux de salaire réel* ( $w$ ) égal à la *productivité marginale du travail* ( $Pmw$ ). Nous ne reviendrons pas sur ces démonstrations relevant de la microéconomie. La relation entre  $w$  et  $N$  définit la *fonction de demande de travail* émanant des entreprises, compte tenu des propriétés (1a) et (1b) et de la condition :  $w = Pmw$ .

La fonction de demande de travail, notée  $N^d$ , est décroissante par rapport au taux de salaire réel. Elle s'écrit :

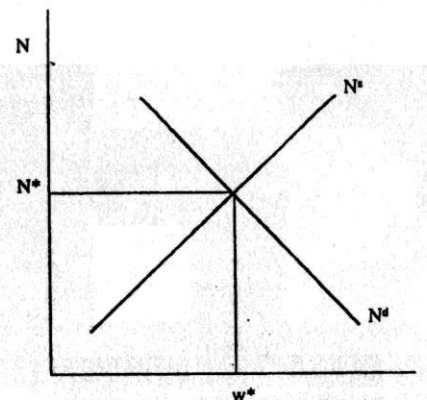
$$(2) N^d = N^d(w) \text{ avec } (2a) w > 0 \text{ et } (2b) \frac{\delta N^d}{\delta w} < 0$$

Nous avons représenté  $N^d$  par une droite sur le graphique 1.1.

La *fonction d'offre de travail* ( $N^s$ ) associée à chaque  $w$  le niveau d'emploi offert par les salariés. Là encore, sans revenir sur les justifications microéconomiques, on admettra que  $N^s$  croît avec  $w$  :

$$(3) N^s = N^s(w) \text{ avec } (3a) w > 0 \text{ et } (3b) \frac{\delta N^s}{\delta w} > 0$$

$N^s$  est indiquée par la droite à pente positive sur le graphique 1.1.



GRAPHIQUE 1.1.

La condition d'équilibre sur le marché du travail s'écrit :

$$(4) N^d = N^s, \text{ c'est-à-dire } (2) = (3). \text{ À l'équilibre on obtient } N^* \text{ et } w^*.$$

Dans cette analyse, le *plein emploi* se définit comme la situation où tout salarié qui accepte le taux de salaire réel courant trouve un emploi. Ici,  $N^*$  est le niveau de plein emploi, puisque chaque salarié qui accepte de travailler au salaire  $w^*$  trouve *automatiquement* un emploi.

Connaissant  $N^*$ , on en déduit, grâce à la fonction de production de l'équation (1), le volume de l'offre globale :  $Y^s = Y^*$ .

#### II. Marché de la monnaie, niveau des prix et équilibre entre l'offre et la demande globale

L'analyse néoclassique est *dichotomique* car la monnaie ne joue aucun rôle dans la détermination des variables économiques réelles. On vient de le constater dans la détermination de  $Y^s$ . Cependant, la monnaie, si elle est introduite, acquiert une fonction indirecte. Le marché de la monnaie fixe le niveau général des prix ( $P$ ). Ce faisant, on détermine *en même temps* le prix qui permet l'égalité entre l'offre et la demande globale. Justifions cela.

La loi de Say pose que toute offre crée sa propre demande. Appliquée ici on aurait, en notant  $Y^d$  la demande globale,  $Y^s = Y^d$  quel que soit le volume



des biens produits. Avec  $Y^s = Y^*$ , cela implique  $Y^d = Y^*$ . Ces égalités peuvent être conçues sans monnaie. Dans ce cas, l'équilibre entre  $Y^s$  et  $Y^d$  aurait lieu à n'importe quel prix arbitraire du bien échangé.

L'introduction du marché de la monnaie permet de lever cette indétermination du prix.

[...]

Les prix relatifs des marchandises sont déterminés sur chaque marché par le jeu de l'offre et de la demande. Pour trouver le niveau général des prix  $P$  (les prix absolus) la macroéconomie recourt à la théorie quantitative de la monnaie. Cette théorie se résume dans l'équation

$$M V = P T$$

- $M$  est la quantité de monnaie en circulation dans l'économie (la masse monétaire) ;
- $V$  est la vitesse de circulation de la monnaie, c'est-à-dire le nombre de transactions assurée par une unité de monnaie (un € ou une £) au cours d'une période de temps donnée ;
- $P$  est le niveau général des prix ;
- $T$  est le volume des transactions, c'est-à-dire la somme des échanges de toutes les marchandises effectués dans l'économie.

Si la vitesse de circulation de la monnaie  $V$  est supposée donnée et fixe (les habitudes de paiement sont stables au moins à court terme), et si le volume des transactions est déterminé, comme on vient de le voir, sur le marché du travail, alors le niveau général des prix dépend directement de la quantité de monnaie en circulation (la masse monétaire  $M$ ), qui est déterminée par les autorités monétaires (la banque centrale européenne à Francfort) :

$$P = M V / T$$

[...]

Lorsque les prix sont connus, on peut calculer les valeurs en termes nominaux. Ainsi, le taux de salaire nominal  $W$  devient :

$$W = P \cdot w$$

c'est-à-dire à l'équilibre :  $W^* = P^* \cdot w^*$ .

### III. La détermination du taux d'intérêt et de la structure des dépenses

Jusqu'ici, nous avons expliqué le niveau du revenu  $Y^*$ , le niveau des prix  $P^*$ , mais la structure des dépenses demeure inconnue. Le taux d'intérêt est la

variable clé dans ce domaine. Il se détermine sur le marché de l'épargne et de l'investissement. Investissement ( $I$ ) et épargne ( $S$ ) dépendent du taux d'intérêt réel ( $r$ ), d'où les deux relations :

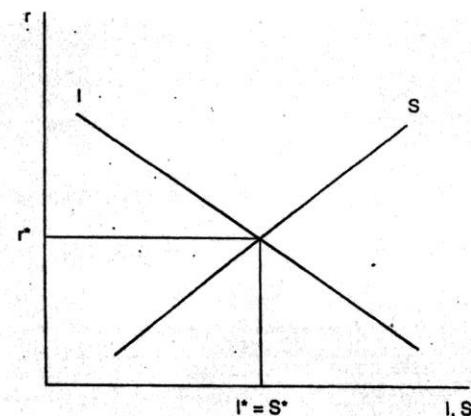
$$(10) I = I(r) \text{ et :}$$

$$(11) S = S(r)$$

Avant de justifier (10) et (11), rappelons que si un « titre » représente une unité du bien unique, nous pourrions indifféremment parler, pour  $I$  d'offre de titres, pour  $S$  de demande de titres.

$I$  dépend de la rentabilité de l'investissement, confrontée au coût de cet investissement. Le coût de  $I$  est  $r$ . «  $r$  » est un coût d'opportunité. Il mesure le taux que l'investisseur accepte de payer sur un emprunt destiné à financer l'investissement. La rentabilité de  $I$  est mesurée en termes réels par sa productivité marginale. On admet qu'elle est décroissante lorsque  $I$  augmente. La connaissance des comportements microéconomiques nous apprend que l'on investit jusqu'à l'égalité entre : productivité marginale et coût. Sous ces hypothèses,  $I$  augmente lorsque  $r$  diminue : (10a)  $\frac{\delta I}{\delta r} < 0$ .

$S$  dépend positivement de  $r$  : (11a)  $\frac{\delta S}{\delta r} > 0$ . La liaison entre  $r$  et  $S$  se fonde sur l'hypothèse de *préférence pour le présent*. Elle signifie que l'on accepte de renoncer à une consommation immédiate de biens sous la condition de recevoir ultérieurement une quantité supérieure de ce bien. Le pourcentage de biens reçus en supplément est évalué par le *taux d'intérêt réel*.



GRAPHIQUE 1.3.

Le graphique 1.3 fait apparaître la détermination de l'équilibre sur le marché de  $S$  et  $I$ . L'intersection des courbes  $S$  et  $I$  correspond à la solution de l'équation :

$$(12) I(r) = S(r).$$

On obtient le taux d'intérêt  $r^*$  qui permet l'égalité entre  $S$  et  $I$  soit :  $S^* = I^*$ .

À ce stade, nous connaissons :  $Y^S = Y^*$ ;  $r^*$ ,  $I^*$  et  $S^*$ . Introduisons la relation comptable :

(13)  $Y^S = C + I$ . Elle indique que le bien produit est soit consommé ( $C$ ) soit investi. On en déduit le volume consommé par :  $C^* = Y^* - I^*$ . On obtient donc la répartition de la dépense entre  $C$  et  $I$ .

Dans ce modèle, la consommation apparaît comme un « résidu » de l'investissement (ou de l'épargne); elle ne dépend pas, de façon causale, du revenu.

### Résumons le fonctionnement du modèle

Équations (2) à (4) : La flexibilité du salaire réel permet de fixer le niveau de plein emploi.

Équation (1) : Détermination du volume de l'offre globale grâce à la fonction de production.

Équations (5) à (9) : La flexibilité des prix, dans le contexte de la théorie quantitative de la monnaie, assure l'égalité entre l'offre et la demande globale de biens.

Équations (10) à (12) : La variation du taux d'intérêt réel entraîne l'égalité entre l'épargne et l'investissement.

Équation (13) : Détermination du volume de la consommation, le revenu et l'épargne étant déjà connus.

### Section 4

#### Propriétés et limites du modèle

Un modèle macroéconomique n'est pas une description de l'économie réelle. Il propose des mécanismes explicatifs de l'activité afin de répondre à un double but. D'une part, comprendre le comportement concret de l'économie. D'autre part, offrir des arguments pour ou contre l'efficacité de certaines politiques économiques. Nous lierons ces deux aspects en examinant les réponses apportées par le modèle néoclassique aux trois problèmes suivants : le chômage; les politiques budgétaires, ce qui nous permettra d'introduire l'effet d'éviction; l'inflation.

### I. Le traitement du chômage

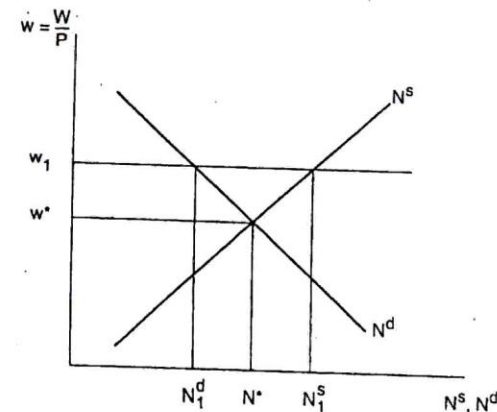
Dans ce modèle, la flexibilité du taux de salaire réel conduit au plein emploi. Cette analyse ne rejette pas la présence de deux types de chômage particuliers :

– le *chômage volontaire*. Un chômeur volontaire est un salarié qui n'accepte pas un emploi au taux de salaire courant;

– le *chômage frictionnel*. La logique du modèle n'exclut pas l'existence de rigidités *momentanées* dues à la complexité objective du marché du travail. À titre d'exemple, l'insuffisante mobilité de la main-d'œuvre freine les ajustements vers le plein emploi. L'ampleur de ces rigidités varie au cours du temps et selon les pays.

Si l'on fait abstraction de ces phénomènes circonstanciels et inéluctables, la tendance *naturelle* du marché du travail conduit au plein emploi. Pour les auteurs néoclassiques, le chômage qui peut être et doit être traité, est celui qui résulte d'un dysfonctionnement du marché du travail. Or, le marché du travail fonctionne mal lorsque sont *introduites* des rigidités « artificielles » sur le taux de salaire réel. Les exemples traditionnels sont la présence d'un salaire minimum ou un pouvoir syndical trop puissant. Le graphique 1.4 reprend le graphique 1.1 pour illustrer le cas d'un taux de salaire rigide. Soit  $w_1$  ce taux.

Pour  $w_1$ , la différence :  $N_1^d - N_1^s$  représente le nombre de chômeurs.  $N_1^s$  salariés seront embauchés par les entreprises, alors que  $N_1^d$  souhaitent travailler. Pour un prix imposé sur un marché (ici  $w_1$ ) on dit que l'ajustement se fait *sur le côté court du marché*. Formulé autrement, cela indique que la demande (le côté court pour  $w_1$ ) contraint l'offre (le côté long pour  $w_1$ ).



GRAPHIQUE 1.4.

Pour combattre ce type de chômage, il faut intervenir directement sur le marché du travail, afin de rétablir la flexibilité du taux de salaire réel. Cela permet au marché de trouver sa position d'équilibre représentée par  $w^*$  et  $N^*$  sur le graphique 1.4. Une telle politique pose des problèmes à trois niveaux :

1 — au niveau institutionnel. L'intervention de la puissance publique sur le marché du travail doit être acceptée. Cet aspect ne relève pas de l'analyse économique;

2 — au niveau technique. Comme rétablir la flexibilité des salaires réels, alors que les contrats salariaux sont toujours nominaux ?

3 — au niveau de la cohérence avec la logique de fonctionnement du modèle.

Ce sont les problèmes liés aux deux aspects théoriques que nous allons développer.

Les contrats salariaux sont exprimés en termes nominaux, alors que le modèle propose un raisonnement sur le taux de salaire réel. Les deux approches sont équivalentes si les agents ne sont victimes d'aucune *illusion monétaire*. Cela signifie que les agents agissent toujours en connaissant les vraies variables réelles. En particulier, les salariés doivent évaluer correctement le salaire réel. Admettons cette hypothèse d'*absence d'illusion monétaire* pour ce qui suit.

Reprenons la définition du salaire réel  $w : w = \frac{W}{P}$

Puisque le point de départ est le dysfonctionnement du marché du travail, on suppose que  $P$  demeure flexible. Dans l'économie concrète, la rigidité de  $w$  découle donc de la rigidité de  $W$ . Remarquons que l'hypothèse d'un taux de salaire nominal rigide est une hypothèse *ad hoc* que l'on impose au modèle originel. Acceptons aussi cela. Selon le modèle, la politique économique a deux possibilités pour imposer une baisse de  $w$  :

- soit une baisse de  $W$ ;
- soit une augmentation provoquée de  $P$ .

La baisse de  $W$  renvoie à une intervention directe sur le marché du travail afin d'assurer la flexibilité de  $W$ . La mise en pratique de cette politique relève des rapports de pouvoir entre salariés, entreprises et État. On pourrait aussi imaginer que l'État décide autoritairement de diminuer le salaire nominal. Dans ce cas, on entre dans une économie « hors marché » qui est à l'opposé de la vision néoclassique.

L'augmentation de  $P$ ,  $W$  restant rigide, passe par une politique économique inflationniste. Dans la logique interne du modèle cela correspond à une augmentation exogène de la masse monétaire. Mais on se heurte alors à une contradiction. En effet, le modèle étudié ici est dichotomique. Il nie que la monnaie puisse influencer le niveau de l'activité économique réelle, et, en particulier, le niveau de l'emploi  $N$  et de l'offre globale  $Y^s$ .

Si l'on admet la séquence :  $P$  augmente,  $w$  diminue,  $N$  augmente et donc  $Y^s$  croît, on peut écrire que  $Y^s$  dépend positivement de  $P$ , d'où l'équation d'offre globale :  $Y^s = Y^s(P)$ . Cette équation ne correspond plus aux hypothèses du modèle.

[...]

Au total, si l'on raisonne dans le strict cadre analytique imposé par le modèle, une seule politique *concrète* permet de combattre le chômage. Il faut imposer la flexibilité du salaire nominal, étant bien entendu qu'il n'y a pas d'illusion monétaire et que, par conséquent, les agents raisonnent en termes réels.

### 7.1. Pourquoi l'économie « classique » est-elle une économie de plein emploi ?

L'économie « classique » (Keynes désignait par cette expression tous les économistes qui l'ont précédé et qui adhéraient aux principes de l'économie ricardienne, ce qui inclut en fait les auteurs néoclassiques du début du XX<sup>e</sup> siècle) considérait que le plein emploi était une situation normale ou naturelle en raison de deux facteurs principaux :

- le caractère concurrentiel du marché du travail (c'est-à-dire le fait que les taux de salaire peuvent, comme le prix de n'importe quelle marchandise, librement fluctuer en fonction de l'offre de travail émanant des travailleurs et de la demande de travail émanant des employeurs) garantit un taux de salaire « d'équilibre », sans possibilité durable d'offre excédentaire de travail (c'est-à-dire sans chômage involontaire) ;
- la loi de Say empêche de son côté tout risque d'engorgement général des marchés, ce qui signifie qu'il ne peut jamais y avoir de production sans débouchés équivalents.

### 7.2. Qu'est-ce que la loi de Say ? Quel rôle joue la monnaie pour les auteurs classiques ?

Jean-Baptiste Say propose en 1803 la première formulation de la « loi » des débouchés ; il s'agit en vérité d'un ensemble de propositions résumées par divers aphorismes, comme celui, très célèbre, selon lequel « toute offre crée sa propre demande ». Il en va ainsi puisque, explique l'auteur, « lorsqu'un producteur a terminé son produit, son plus grand désir est de le vendre » de telle sorte qu'il ne peut y avoir dans l'économie de distorsion entre la valeur de l'offre et celle de la demande globale. Ce qui suppose soit une économie de troc – toute offre étant alors nécessairement compensée par une demande équivalente –, soit une économie monétaire dans laquelle la monnaie ne constitue qu'un moyen d'échange. N'ayant pas d'utilité propre et ne servant qu'à faire circuler des richesses (l'argent ne remplit, selon Say, « qu'un office passager »), la monnaie ne peut faire

l'objet d'une demande spécifique et ne peut donc pas être à l'origine d'une offre excédentaire de produits : telle est la conception classique de la « neutralité de la monnaie ». De la même façon, l'épargne ne risque pas de créer une insuffisance de la demande globale puisque les agents n'épargnent que pour investir ; pour reprendre une formulation de Ricardo, épargner c'est aussi dépenser.

Cette loi, à laquelle la plupart des auteurs classiques ont adhéré (à l'exception notable de Malthus), s'explique par le fait qu'à l'occasion de la production, les firmes distribuent des revenus (qui seront dépensés) juste suffisants pour assurer l'écoulement de cette production.

S'inscrivant dans la logique de la main invisible, la loi de Say accrédite une vision harmonieuse de l'économie, l'absence d'un risque d'engorgement durable et généralisé des marchés, mais elle n'exclut pas totalement la possibilité de déséquilibres sectoriels (inadéquation entre la valeur de la demande et celle de l'offre pour un bien particulier). Toutefois, de tels déséquilibres revêtent forcément un caractère provisoire puisque, globalement, la valeur de la production trouve en face d'elle une demande équivalente. Les mécanismes de marché (en particulier, des réallocations de facteurs entre les diverses branches d'activités lorsque les prix relatifs des produits se modifient) permettront de résorber les écarts entre offre et demande. Pour que l'égalité entre offre et demande globale (version « minimale » de la loi parfois qualifiée « d'identité de Say ») soit telle qu'il y ait plein emploi (version « maximale »), il faut également supposer que le marché du travail et le marché des fonds prêtables (sur lequel s'opère l'équilibre entre offre d'épargne et demande d'investissement) fonctionnent de manière concurrentielle.



### **7.3. Comment se forme l'équilibre du marché du travail selon les classiques ?**

Comme sur n'importe quel marché de concurrence pure et parfaite (avec homogénéité du produit, c'est-à-dire ici du travail, mobilité, transparence, etc.), l'offre de travail émanant des travailleurs et la demande formulée par les employeurs sont fonction du taux de salaire réel (pouvoir d'achat du salaire nominal). L'offre de travail est une fonction croissante du salaire réel car les agents sont d'autant plus enclins à travailler qu'on leur propose une rémunération attractive (dans ce cas le coût d'opportunité du loisir augmente et les agents substituent du travail au loisir) ; la demande de travail est une fonction décroissante du salaire réel car les entreprises maximisent leur profit en égalisant la productivité marginale du facteur travail au taux de salaire réel. Comme la productivité marginale du travail décroît (en vertu de la loi des rendements factoriels décroissants), les entreprises embauchent d'autant plus que le salaire réel est bas.

### **7.4. Comment les auteurs néoclassiques expliquent-ils le chômage énorme des années 1930 ?**

Ils l'expliquent par le fait que le marché du travail a perdu son caractère concurrentiel. Les syndicats imposent des salaires trop élevés : pour ces niveaux (selon

eux) excessifs, il y a plus d'offre de travail qu'il n'y a de demande car la productivité du travail est trop faible pour justifier des salaires aussi élevés. Il y a donc du chômage qu'ils qualifient de chômage « volontaire », car sa responsabilité incombe aux travailleurs eux-mêmes ou à leurs syndicats. Au début des années 1930, l'économiste français Jacques Rueff met en cause également les politiques de subsides aux chômeurs (l'assurance-chômage) qui bloquent la baisse nécessaire des salaires réels. D'autres économistes libéraux de l'époque (comme Pigou) développent des analyses analogues : le chômage est « volontaire » car l'emploi pourrait se développer si les travailleurs ne s'entêtaient pas à refuser les baisses salariales.

### **7.5. Quelle solution les auteurs proposent-ils pour lutter contre le chômage « volontaire » ?**

Ils proposent de restaurer un fonctionnement beaucoup plus libéral du marché du travail. Il suffirait de « flexibiliser » les salaires (en clair, de leur permettre de baisser) et de supprimer ou de réduire les allocations chômage (qui subventionnent la non-activité) pour que les entreprises embauchent (accroissent la demande de travail) et que les individus soient plus prompts à accepter les salaires proposés. Le niveau des salaires serait ainsi rabaissé à celui de la productivité du travail et le chômage « volontaire » disparaîtrait.

### **7.6. Ces thèses orthodoxes ont-elles encore quelque écho aujourd'hui ?**

Certains auteurs proposent de faire sauter le verrou du SMIC pour embaucher à moindre coût, surtout les jeunes sans formation. Sans aller jusque-là, la législation a assoupli depuis plusieurs années les conditions d'embauche pour réduire le coût du travail (réduction des charges, travail temporaire, flexibilité du temps de travail, contrats précaires, etc.).

Les économistes libéraux estiment que le chômage européen (près de 9 % de la population active dans la zone euro en 2003), beaucoup plus élevé qu'aux États-Unis, s'explique par le coût élevé du travail et, d'une manière générale, par l'excès de rigidité qui caractérise le marché du travail. Il faudrait donc, selon eux, abolir toute une législation salariale et sociale trop favorable aux salariés.